

acteurs – au-delà des parties prenantes traditionnelles du domaine de la nutrition – au service des systèmes alimentaires durables.

On a constaté une reconnaissance de l'agroécologie et de la biodiversité, une meilleure prise en compte des questions de durabilité dans les recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments, la mise en œuvre de plus en plus fréquente de mesures destinées à réduire les pertes et gaspillages de produits alimentaires et des initiatives visant à améliorer la résilience de l'approvisionnement alimentaire dans les zones exposées aux crises. Les mesures de réduction ou d'élimination des acides gras trans produits industriellement se sont multipliées, et des produits alimentaires transformés ont été reformulés (sur une base obligatoire ou volontaire) afin de diminuer leur teneur en sel.

Les systèmes alimentaires doivent renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition partout dans le monde, être économiquement viables, être inclusifs et avoir une incidence positive sur le climat et l'environnement⁹. Pour avancer vers l'accomplissement de cette vision dans la seconde moitié de la Décennie de la nutrition, les pays sont encouragés à :

1. **prendre conscience que les systèmes alimentaires et agricoles qui assurent des régimes alimentaires sûrs, sains et durables, sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030.** Le premier Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (en 2021) portera sur la biodiversité, les écosystèmes et les défis du changement climatique, et montrera que les systèmes alimentaires sont essentiels à la réalisation des ODD d'ici à 2030¹⁰.
2. **intégrer des objectifs nutritionnels dans les politiques relatives à l'alimentation, à l'agriculture et à d'autres secteurs.** Aucun secteur ne doit nuire à l'objectif de promotion des régimes alimentaires sains et d'amélioration de la nutrition. Il faut mettre davantage l'accent sur les mesures qui encouragent la diversification des cultures, augmentent la production de fruits et légumes et de légumes secs et légumineuses, ainsi que la production des huiles qui contribuent à une alimentation saine, instaurent des environnements alimentaires sains et mettent en place des politiques d'encadrement des prix des denrées alimentaires pour soutenir les régimes alimentaires sains¹¹.
3. **faire de l'accès de tous à une alimentation saine l'une des grandes priorités mondiales.** Il faut définir des compromis entre l'environnement, la santé et l'économie, ainsi que de nouvelles possibilités de favoriser des régimes alimentaires sains par l'intermédiaire du système alimentaire¹².

Domaine d'action 2. Systèmes de santé alignés qui fournissent une couverture universelle pour les interventions essentielles en matière de nutrition

On a clairement défini durant la première moitié de la Décennie de la nutrition les interventions efficaces qui doivent être réalisées par les systèmes de santé¹³, mais les investissements ont été largement insuffisants pour assurer une couverture adéquate des interventions nutritionnelles à fort impact et améliorer leur qualité¹⁴. Un Plan d'action mondial des Nations Unies sur l'émaciation est en cours d'élaboration en vue d'accélérer les progrès de la lutte contre l'émaciation des enfants de moins de 5 ans¹⁵. On a besoin de systèmes de santé robustes pour mener des actions nutritionnelles, et l'impulsion politique croissante en faveur de la couverture sanitaire universelle¹⁶ offre de nouvelles possibilités d'étendre la couverture et d'intégrer les actions essentielles en nutrition de l'OMS¹³.

⁹ www.fao.org/director-general/speeches/detail/en/c/1260815/ (en anglais).

¹⁰ www.fao.org/webcast/home/en/item/5213/icode/ (en anglais).

¹¹ www.fao.org/3/na753fr/na753fr.pdf.

¹² www.fao.org/3/CA2797EN/ca2797en.pdf (en anglais).

¹³ www.who.int/nutrition/publications/essential-nutrition-actions-2019/en/ (en anglais).

¹⁴ www.who.int/nutrition/publications/policies/global_nut_policyreview_2016-2017/en/ (en anglais).

¹⁵ [www.who.int/news-room/articles-detail/online-public-consultation---draft-of-the-global-action-plan-\(gap\)-on-child-wasting](http://www.who.int/news-room/articles-detail/online-public-consultation---draft-of-the-global-action-plan-(gap)-on-child-wasting) (en anglais).

¹⁶ <https://undocs.org/fr/A/RES/74/2>.

Les systèmes de santé assurent de nombreuses actions efficaces dans le domaine de la nutrition, notamment des services de conseils en matière d'allaitement et d'alimentation complémentaire, la gestion de la malnutrition aiguë sévère et la fourniture de suppléments de micronutriments. Pendant la seconde moitié de la Décennie de la nutrition, les pays sont encouragés à:

1. **augmenter la couverture des interventions essentielles en matière de nutrition afin de lutter contre toutes les formes de malnutrition.** Des mesures relatives à la nutrition doivent être intégrées dans les systèmes de santé nationaux et les plans de couverture sanitaire universelle^{17,18}. On peut remédier aux lacunes actuelles en augmentant la couverture des interventions nutritionnelles dans les populations déjà prises en charge par les services de santé, notamment dans le cadre des soins prénatals et obstétricaux. Il est nécessaire de s'attaquer aux disparités en matière de couverture régionale, et un ciblage des enfants, des adolescentes et des femmes est recommandé.
2. **utiliser le Plan d'action mondial des Nations Unies sur l'émaciation (à venir) pour remédier au problème persistant de prise en charge insuffisante des enfants souffrants d'émaciation.** Le Plan sera publié en mars 2020, et la feuille de route pour sa mise en œuvre est prévue pour juillet 2020.
3. **accroître les investissements en faveur de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle afin d'augmenter la couverture et la qualité des programmes nutritionnels**¹⁷. La nutrition doit être intégrée de manière systématique et équitable dans les budgets du secteur de la santé. Il est important d'inclure un continuum de services de nutrition d'un bon rapport coût-efficacité (de la prévention aux soins) dans l'ensemble de services de base pour les soins de santé primaires. Des investissements supplémentaires dans les systèmes de données intégrés sont nécessaires, avec un suivi des indicateurs relatifs à la couverture et à la qualité des interventions essentielles en matière de nutrition et un renforcement des capacités locales requises pour utiliser efficacement ce type d'informations.

Domaine d'action 3. Protection sociale et éducation nutritionnelle

Les contributions de la protection sociale à la sécurité alimentaire et à la nutrition dépendront de son intégration au niveau des politiques. Pour que les politiques de protection sociale luttent globalement contre toutes les formes de malnutrition, il faut les concevoir et les mettre en œuvre dans le cadre d'une approche tenant compte de la nutrition¹⁹. Les mesures destinées à améliorer l'accès à l'alimentation, la protection sociale et l'assistance alimentaire sont très répandues dans certaines régions²⁰, alors que dans d'autres, on continue de constater un manque d'investissement dans ce domaine²¹.

L'éducation nutritionnelle est largement dispensée dans les écoles, mais les mesures visant à faire en sorte que l'éducation soit appuyée par des milieux scolaires sains font défaut, et on constate une détérioration de la mise en œuvre de programmes de santé scolaire et de nutrition ces dernières années¹⁴. La majorité des pays forment leurs travailleurs sanitaires sur les questions de nutrition maternelle et de nutrition des nourrissons et des jeunes enfants, mais le niveau de ces formations est souvent inadéquat et, de manière plus générale, l'action en matière de nutrition continue de se heurter à un manque de professionnels dûment formés¹⁴. Le potentiel des programmes d'éducation alimentaire et nutritionnelle à composantes multiples en milieu scolaire est de plus en plus reconnu en tant que domaine d'activité important pour le développement durable²².

¹⁷ www.who.int/fr/publications-detail/WHO-NMH-NHD-19.24.

¹⁸ www.bmj.com/content/368/bmj.m361.long (en anglais).

¹⁹ www.fao.org/3/a-i4819e.pdf; www.fao.org/3/a-i7216e.pdf (en anglais).

²⁰ www.fao.org/3/CA2703EN/CA2703EN.pdf; www.fao.org/3/ca3817fr/ca3817fr.pdf.

²¹ <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255414/WHO-NMH-NHD-17.2-eng.pdf> (en anglais).

²² www.fao.org/3/ca4091en/ca4091en.pdf (en anglais).

Il faudra mettre en place de nouvelles mesures durant la seconde moitié de la Décennie de la nutrition pour tirer pleinement parti du potentiel de la protection sociale et de l'éducation dans la lutte contre toutes les formes de malnutrition, et les pays sont invités à :

1. **concevoir et mettre en œuvre des politiques de protection sociale tenant compte de la nutrition et veiller à la cohérence avec les autres domaines d'action.** Il convient de mettre plus en avant les avantages des programmes de protection sociale en matière de productivité agricole, de diversification des moyens d'existence et de développement économique local. La participation des organisations de la société civile et des établissements de recherche est importante, car elle permet d'adapter les programmes au contexte et de faciliter leur appropriation par les bénéficiaires. Des ressources humaines et financières adéquates, ainsi que des systèmes d'information et des arrangements logistiques appropriés, doivent être mis en place pour renforcer les capacités du personnel technique sur le terrain¹⁹.
2. **intégrer l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans les plans et programmes nationaux** en vue de sensibiliser les consommateurs et d'influer sur leurs choix alimentaires.
3. **mobiliser davantage les écoles dans le cadre de l'éducation alimentaire et nutritionnelle.** Il convient de remédier aux problèmes qui limitent l'impact des approches alimentaires et nutritionnelles en milieu scolaire²³, et d'investir davantage dans la recherche et le renforcement des capacités²².
4. **augmenter le nombre et les qualifications des professionnels de la nutrition.** Les travailleurs sanitaires doivent être convenablement formés à la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles à toutes les étapes de la vie.
5. **mettre en place des mesures d'étiquetage nutritionnel sur les produits alimentaires pour informer les consommateurs.**

Domaine d'action 4. Commerce et investissements en faveur d'une nutrition améliorée

Le commerce peut jouer un rôle clé dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mais la nécessité d'une cohérence entre les politiques commerciales et l'action nutritionnelle et l'importance de la gouvernance et de la coopération intersectorielle sont de plus en plus reconnues^{24,25}. Un déficit de financement persiste alors même que des investissements responsables et durables sont nécessaires dans les systèmes alimentaires et agricoles. Certaines chaînes de valeur mondiales et industries agroalimentaires produisent actuellement des aliments non viables d'un point de vue environnemental, et qui présentent souvent des teneurs élevées en graisses mauvaises pour la santé, en sucres et/ou en sel. L'approvisionnement alimentaire de plus en plus mondialisé expose les populations à différents risques alimentaires. Les politiques commerciales et les politiques d'investissement, au lieu de favoriser des régimes alimentaires sains, ont des incidences sur toutes les formes de malnutrition. On a constaté, par exemple, un lien entre l'accroissement de l'investissement étranger direct et l'augmentation de la consommation de boissons contenant du sucre ajouté^{26,27}. Il a été démontré que les mesures qui font passer la santé avant les gains économiques à court terme entraînent une augmentation des gains économiques à long terme^{28,29}.

Les actions prioritaires proposées pour les années restantes de la Décennie de la nutrition sont les suivantes :

²³ On peut citer, par exemple: les synergies non exploitées entre les diverses interventions; les données insuffisantes sur les multiples effets et l'impact des programmes globaux; les activités souvent fragmentées et menées à une petite échelle; le manque de suivi et d'évaluation; et les initiatives efficaces qui ne sont pas pérennisées.

²⁴ <https://undocs.org/fr/A/RES/73/132>.

²⁵ www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/faowhowtoapril19_f.htm.

²⁶ www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4890476/pdf/12992_2016_Article_161.pdf (en anglais).

²⁷ <https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-015-0127-7> (en anglais).

²⁸ www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0010/380728/pb-tallinn-01-eng.pdf (en anglais).

²⁹ <https://link.springer.com/article/10.1007/s13679-013-0064-9> (en anglais).

1. **renforcer les chaînes de valeur alimentaires locales grâce aux technologies au service de la chaîne du froid, à l'amélioration de la manutention après récolte et à l'établissement de liens entre les petits exploitants et les nouvelles filières d'approvisionnement.** Ces efforts pourraient déboucher sur une moindre utilisation des ressources – énergie, main-d'œuvre, terres et capitaux³⁰, et favoriser des aliments sains pour la consommation humaine.
2. **envisager, au niveau des pays, l'utilisation de politiques commerciales (y compris des instruments comme les tarifs douaniers et les quotas) pour améliorer l'approvisionnement alimentaire.** L'Organisation mondiale du commerce laisse une certaine marge de manœuvre en matière de restrictions des importations visant à protéger la santé des populations (par des modifications dans les limites des taux de droits consolidés et par des exceptions relatives à la santé). Les acteurs de la santé publique peuvent collaborer avec les professionnels des domaines économiques et juridiques (et pas uniquement des économistes spécialisés dans les questions commerciales) pour proposer un plaidoyer efficace en ce qui concerne les politiques en matière de commerce et d'investissement.
3. **renforcer les partenariats entre pays au niveau régional et tirer parti des groupes économiques régionaux existants, améliorer la collecte de données et élaborer des outils.** Au vu de la complexité inhérente aux politiques commerciales, une analyse au niveau des pays est nécessaire³⁰. Les institutions mondiales pourraient continuer à rassembler des données et à appuyer l'élaboration de méthodes et d'indicateurs afin de mieux comprendre les effets des politiques commerciales sur la nutrition.
4. **procéder, au niveau des institutions internationales, des gouvernements et du secteur privé, à des investissements responsables dans les systèmes agricoles et alimentaires.** Il est nécessaire d'accroître les investissements pour améliorer la sécurité alimentaire et stimuler le développement économique. Les politiques commerciales doivent compléter les investissements dans l'agriculture nationale et les filets de sécurité sociale³⁰.

Domaine d'action 5. Environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges

L'instauration d'environnements alimentaires sains — concept qui s'étend à la disponibilité, à l'accessibilité financière, à la promotion et à la qualité des aliments favorisant des régimes alimentaires sains — est devenue l'une des grandes priorités des politiques nutritionnelles. On constate une volonté de plus en plus marquée de créer des environnements urbains sains, et les environnements alimentaires jouent un rôle important à cet égard³¹.

Les mesures visant à créer des environnements alimentaires sains dans les écoles, à protéger et faciliter l'allaitement maternel ou à enrichir les aliments de base avec des micronutriments sont très répandues, mais leur mise en œuvre est souvent inadéquate. Les mesures fiscales destinées à promouvoir une alimentation saine (en particulier les taxes sur les boissons contenant du sucre ajouté) se sont multipliées au cours de la première moitié de la Décennie de la nutrition. Il reste beaucoup à faire pour étendre et améliorer la réglementation de la mercatique concernant les aliments et boissons non alcoolisées destinés aux enfants¹⁴, renforcer l'attention portée à la nutrition des adolescents³² et intégrer efficacement la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène³³.

Pendant la seconde moitié de la Décennie de la nutrition, les pays sont encouragés à :

³⁰ www.fao.org/3/ca1505en/CA1505EN.pdf (en anglais).

³¹ Par exemple, le cinquième rassemblement annuel et sommet des maires du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain, tenu à Montpellier en octobre 2019, a souligné l'importance des régimes alimentaires sains.

³² www.ifad.org/documents/38714174/40767203/Report+-+Conference+on+leaving+no+one+behind+-+making+the+case+for+adolescent+girls.pdf/2d49457b-f585-69f4-9957-48b55c0dae35 (en anglais).

³³ www.who.int/water_sanitation_health/news-events/who-unicef-position-paper-on-wash-and-nutrition-studies-20191125.pdf (en anglais).

1. **appliquer à plus grande échelle les mesures réglementaires en capitalisant sur la récente dynamique et en tirant des enseignements des expériences des pays.** Il peut s'agir par exemple de mettre en place des taxes sur les boissons contenant du sucre ajouté, d'éliminer les acides gras produits industriellement (voir le domaine d'action 1), d'imposer des restrictions en matière de commercialisation ou un étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages. Les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition actuellement élaborées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale³⁴ fourniront des indications supplémentaires. La conception et la mise en œuvre d'autres mesures réglementaires, comme les règlements de zonage et les régimes fiscaux destinés à faire reculer les déserts et borbiers alimentaires, peuvent aider à créer des environnements alimentaires sains.
2. **élaborer et appliquer d'autres approches réglementaires ou volontaires afin d'élargir l'éventail de choix alimentaires sains et de créer un environnement porteur pour la nutrition.** Ces approches comprennent la reformulation des produits à teneur élevée en graisses mauvaises pour la santé, en sucres et/ou en sel, et les politiques d'achats publics de produits alimentaires destinées à améliorer la qualité nutritionnelle des repas fournis dans les hôpitaux, les centres de soins et d'autres établissements publics. On pourra également profiter d'effets de synergie avec les initiatives favorisant des villes saines.
3. **revitaliser les initiatives dans les domaines d'action essentiels ayant montré une tendance à stagner ou à se détériorer ces derniers temps.** Les possibilités comprennent notamment: i) une sensibilisation à l'allaitement, en tant que mesure «à double usage» pour prévenir la surcharge pondérale/l'obésité ainsi que la dénutrition, afin d'améliorer les politiques visant à faire progresser l'allaitement³⁵; ii) la création de nouvelles alliances avec les acteurs qui cherchent à protéger les enfants contre d'autres risques (alcool, tabac, jeux, médias sociaux) et une meilleure protection contre les effets négatifs de la publicité et de la commercialisation des aliments et des boissons³⁶; iii) un renforcement des activités visant à prévenir l'anémie chez les femmes en âge de procréer³⁷ et à améliorer la nutrition des adolescents et iv) une programmation intégrant efficacement la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Domaine d'action 6. Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition

On a constaté des progrès importants s'agissant de la mobilisation d'engagements et de nouveaux financements en faveur de la nutrition³⁸. Cela étant, les progrès inadéquats et très variables au regard des cibles relatives aux maladies non transmissibles liées à l'alimentation³⁹ dénotent un renforcement insuffisant de la gouvernance, des politiques et des systèmes de reddition de comptes dans le domaine de la nutrition. Ils révèlent également un déficit persistant de financement et de mise en œuvre des activités nutritionnelles à l'échelle mondiale. Les fonds mobilisés pour la nutrition auprès des donateurs ont augmenté durant la première moitié de la Décennie de la nutrition, mais on estime qu'il faudrait 7 milliards d'USD supplémentaires pour atteindre en totalité les cibles mondiales en matière de nutrition⁴⁰.

Grâce à l'amélioration des données disponibles à l'échelle mondiale, on sait maintenant quelles régions et quels pays progressent ou sont en retard, mais la faiblesse ou l'inexistence des systèmes d'information sur

³⁴ www.fao.org/cfs/workingspace/workstreams/nutrition-workstream/en/ (en anglais).

³⁵ [www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(19\)32506-1.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(19)32506-1.pdf) (en anglais).

³⁶ [www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(19\)32540-1/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)32540-1/fulltext) (en anglais).

³⁷ <https://undocs.org/fr/A/72/829>.

³⁸ Fracassi, P., K. Siekmans et P. Baker, *Galvanizing political commitment in the UN Decade of Action for Nutrition: Assessing commitment in member-countries of the Scaling Up Nutrition (SUN) Movement*. Food Policy, 2020. **90** (en anglais).

³⁹ <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/> (en anglais).

⁴⁰ <http://documents.worldbank.org/curated/en/963161467989517289/pdf/104865-REVISED-Investing-in-Nutrition-FINAL.pdf> (en anglais).

la nutrition et le manque de données — en particulier sur l'état nutritionnel de groupes spécifiques ou portant sur une période suffisamment longue pour pouvoir définir des tendances — restent des problèmes de taille.

Les actions prioritaires proposées pour la seconde moitié de la Décennie de la nutrition sont les suivantes:

1. **reconfigurer la gouvernance aux niveaux mondial, national et infranational afin de s'assurer que des mécanismes d'une bonne gouvernance⁴¹ sont en place.** De tels mécanismes doivent favoriser des processus robustes, fondés sur des données probantes, afin de produire des biens publics liés aux connaissances (directives, normes, analyses, recherches, innovations, par exemple), ne pas être exposés à des conflits d'intérêts et lutter de manière cohérente contre la malnutrition sous toutes ses formes. Les liens avec les autres systèmes qui influent sur la nutrition (systèmes de santé, écosystèmes, régimes fonciers et systèmes commerciaux, entre autres) jouent un rôle important.
2. **renforcer les réseaux d'action en faveur de la nutrition à tous les niveaux.** Ces réseaux d'action mondiaux, régionaux, nationaux et locaux peuvent favoriser la coopération au sein des pays et entre pays et l'engagement politique en faveur de la nutrition⁴². Les mécanismes de coordination de la nutrition — qui existent, d'après les données disponibles, dans 80 pour cent des pays, mais qu'on ne trouve dans un organisme gouvernemental de haut niveau que dans 30 pour cent de ces derniers — doivent être promus à un rang plus élevé, et des secteurs supplémentaires doivent être représentés⁴³.
3. **définir le rôle du secteur privé.** L'engagement auprès du secteur privé est un point de discordance, sur lequel on voit parfois achopper l'action collective mondiale en faveur de la nutrition⁴³. On attend des gouvernements une direction en matière de santé publique favorisant la création d'environnements alimentaires et d'environnements de santé et de soins pour une bonne nutrition, y compris par le recours à des réglementations et des directives, si nécessaire. Les entreprises de la chaîne de valeur alimentaire peuvent contribuer à transformer les systèmes alimentaires et agricoles⁴⁴. Les données de référence constituent un outil essentiel pour mesurer et comparer les performances des entreprises en matière d'alimentation et de nutrition et pour demander à ces dernières de rendre des comptes. Elles donnent les moyens aux investisseurs et aux institutions financières, aux entreprises, aux gouvernements, à la société civile et aux individus d'influer sur les priorités d'une entreprise en vue de favoriser l'investissement (ou le désinvestissement) socialement responsable.
4. **augmenter l'investissement dans la recherche axée sur la mise en œuvre afin de contribuer au renforcement des capacités et à la transposition des actions à plus grande échelle⁴⁵.**
5. **constituer des coalitions pour faire de la nutrition une priorité et améliorer la mobilisation des ressources nationales.**
6. **rationaliser l'infrastructure mondiale de reddition de comptes en matière de nutrition.** L'infrastructure mondiale de reddition de comptes en matière de nutrition comporte trop d'acteurs et en devient fastidieuse. Il convient de la rationaliser. Les principales mesures dans ce domaine consistent à: i) veiller à ce que des engagements SMART soient pris; ii) renforcer les cadres de reddition de comptes politique et sociale et iii) renforcer le rôle des parlementaires, des médias et des communautés, en tant que défenseurs de la nutrition⁴⁶.

⁴¹ Voir la définition d'une bonne gouvernance dans www.unescap.org/sites/default/files/good-governance.pdf (en anglais).

⁴² <https://gh.bmj.com/content/3/1/e000485.full> (en anglais).

⁴³ www.fao.org/3/i7846FR/i7846fr.pdf.

⁴⁴ <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/32383/211491ov.pdf?sequence=4&isAllowed=y> (en anglais).

⁴⁵ www.implementnutrition.org/ (en anglais).

⁴⁶ www.bmj.com/content/368/bmj.l7010 (en anglais).

2. Questions transversales et conclusions

Faisant fond sur les progrès accomplis durant la première moitié de la Décennie de la nutrition, le présent document prospectif relatif à l'examen à mi-parcours a tenté de définir les actions prioritaires pour la seconde moitié de la période. Par ailleurs, les six domaines d'action peuvent être reliés par différentes questions transversales.

- Il est important de nouer **des partenariats et des alliances efficaces**, et la nutrition gagne de nouveaux alliés (acteurs qui promeuvent les systèmes alimentaires durables, la couverture sanitaire universelle et la protection des enfants contre différents risques).
- Une **approche intersectorielle** est essentielle pour progresser, mais c'est le secteur de la santé qui assure la plus grande partie du travail sur la nutrition au niveau des pays, en association avec les secteurs de l'agriculture et de l'éducation. Une participation plus active d'autres secteurs – environnement, sécurité sociale, planification, finances, commerce et industrie – est nécessaire.
- Il faut une **cohérence des politiques** dans le domaine de la nutrition et d'autres domaines, comme le commerce, la protection sociale, l'agriculture, le développement économique, les finances et la protection de l'environnement.
- Il est indispensable de **renforcer les capacités nationales en matière de nutrition**, par la formation et la création de postes de professionnels de la nutrition, et par la formation, la supervision et le parrainage des travailleurs sanitaires et d'autres agents de première ligne.
- La «révolution des données sur la nutrition» reste à accomplir et on a besoin de **données nationales de meilleure qualité sur les indicateurs nutritionnels**. On a également besoin de meilleurs outils pour mesurer l'impact des politiques sur les résultats nutritionnels, ainsi que de davantage de données désagrégées, lesquelles sont essentielles pour déterminer les disparités.
- Il est urgent de **remédier au déficit mondial de financement et de mise en œuvre des activités nutritionnelles**. Il faut dégager des financements supplémentaires en élargissant la base internationale des donateurs et en mobilisant des ressources nationales.
- Pour **étendre et accélérer la mise en œuvre**, il est nécessaire de diffuser la base de données factuelles et de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience acquise par les pays, ainsi que d'autres directives et outils.

La reconnaissance des systèmes alimentaires durables et de l'action nutritionnelle en tant que condition indispensable à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 crée un environnement favorable à la nutrition. Le Sommet de la nutrition pour la croissance⁴⁷ sera une occasion unique de renouveler les engagements à terminer le travail inachevé. La deuxième moitié de la Décennie de la nutrition offrira donc une fenêtre critique qui permettra d'accélérer les progrès nécessaires pour éradiquer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes et concrétiser les ODD, en ne laissant personne de côté.

⁴⁷ <https://nutritionforgrowth.org/events/> (en anglais).